

table des matières

SOMMAIRE	5
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	9

PARTIE I OBLIGATIONS LÉGALES D'ÉDICTER UN CODE DE BONNE CONDUITE

CHAPITRE 01	Codes collectifs	23
Section I	Les codes déontologiques	23
Section II	Les sources négociées de par la loi	25
CHAPITRE 02	Codes individuels	29
Section I	En droit des sociétés	30
Section II	En droit de la concurrence	35
Section III	En droit des données personnelles	39
Section IV	Dans les secteurs réglementés	44
CHAPITRE 03	Dispositions de droit étranger	51
Section I	<i>United States Federal Sentencing Guidelines for Organizations</i> (incitation à mettre en place un programme de conformité)	52
Section II	<i>UK Bribery Act</i> (obligation de mettre en place un dispositif anti-corruption)	55
Section III	Article 102, section 2 du Code pénal suisse (obligation de s'organiser pour empêcher la commission de certaines infractions)	58
Section IV	Décret italien n° 231 de 2001 (incitation à mettre en place un programme de conformité)	61

PARTIE II DÉMARCHES VOLONTAIRES D'AUTORÉGULATION

CHAPITRE 01	État des lieux des organisations ayant mis en place une démarche volontaire... 65
Section I	Développement des codes interprofessionnels..... 65
Section II	Grandes entreprises – Entreprises de petite et moyenne taille..... 67
Section III	Organisations publiques..... 68
Section IV	Organismes sans but lucratif..... 71
CHAPITRE 02	Thèmes et risques visés dans les codes des entreprises françaises 75
Section I	Rappel sur les principes de responsabilité des personnes morales..... 78
Section II	Styles et « <i>juridicité</i> » des codes et chartes éthiques.. 79
Section III	Respect des personnes..... 81
	• Droits de l'Homme 81
	• Discrimination et harcèlement..... 82
	• Discrimination..... 83
	Sanction civile 83
	Sanction pénale..... 84
	• Harcèlement..... 85
	Sanction civile 86
	Sanction pénale..... 87
Section IV	Hygiène, santé et sécurité..... 89
	• Responsabilité pénale – Infraction aux règles de santé et de sécurité 90
	Responsables de l'infraction..... 90
	Élément matériel..... 91
	Élément moral 92
	Sanctions 92
	• Responsabilité pénale – Infractions de droit commun 92
	Responsables de l'infraction..... 92
	Élément matériel..... 93

	Élément moral	94
	Sanctions	94
	• Responsabilité civile – Code de la sécurité sociale –	
	Accident du travail ou maladie professionnelle	95
	Élément légal	95
	Responsables de l'infraction	95
	Élément matériel	95
	Sanction	96
Section V	Corruption	96
	• Corruption en droit français	98
	Élément matériel	98
	Élément moral	99
	Sanctions	99
	Compétence des tribunaux français	99
	Délits alternatifs	100
	• <i>Foreign Corrupt Practices Act (FCPA)</i>	101
	Élément matériel	102
	Élément intentionnel	102
	Sanctions pénales	102
	Compétence des juridictions américaines	103
	Méconnaissance des obligations comptables	103
	• <i>UK Bribery Act</i>	104
	Élément matériel	104
	Élément intentionnel	105
	Sanctions pénales	106
	Territorialité (compétence des juridictions anglaises) ..	106
Section VI	Concurrence et loyauté dans les affaires	106
	• Pratiques anticoncurrentielles	108
	• Sanction des pratiques anticoncurrentielles	
	en droit français	109
	Amendes civiles	109
	Responsabilité pénale	110
	• Sanction des pratiques anticoncurrentielles	
	en droit de l'Union européenne	110
	• Pratiques restrictives de concurrence	110
	Revente à perte	110
	Prix de revente minimum imposé	111
	Pratiques restrictives de concurrence	

	• Pratiques commerciales trompeuses	111
Section VII	Protection et utilisation des actifs.....	112
	• Concession involontaire de droits de propriété intellectuelle.....	114
	• Responsabilité pénale.....	116
	Élément matériel	116
	Élément moral	116
	Sanctions.....	116
	• Responsabilité civile.....	117
Section VIII	Confidentialité et données personnelles	118
	• Atteinte au secret des affaires	120
	Prochaine introduction de la notion d'informations à caractère économique protégées?.....	121
	Sanctions pénales de droit commun	122
	Sanctions pénales spécifiques	124
	Sanctions civiles.....	125
	• Données personnelles	126
	• Sanctions pénales.....	128
	• Sanctions administratives.....	128
Section IX	Conflits d'intérêts	128
Section X	Cadeaux et invitations.....	131
	• Sujets traités	131
Section XI	Délit d'initié	134
	• Sujets traités	134
	• Risques couverts	135
	Sanction pénale – La répression du délit d'initié prévue à l'article L. 465-1 du Code monétaire et financier	136
	Sanction administrative – Manquement d'initié	137
Section XII	Préservation de l'image	138
Section XIII	Environnement.....	140
Section XIV	Risque de réputation.....	142
Section XV	Comparaison avec les thèmes des codes des entreprises américaines.....	142

CHAPITRE 03	Un ou plusieurs codes ?	145
Section I	Charte informatique et de sécurité des données	145
Section II	Autres codes ?	147
CHAPITRE 04	Périmètre	149
Section I	Dirigeants et salariés des sociétés du groupe	149
Section II	Partenaires et prestataires	149
CHAPITRE 05	Organes indépendants de contrôle	153
Section I	Certification des données sociales et environnementales	154
Section II	Certification par un organisme tiers	157
Section III	Contrôle du commissaire aux comptes	157
Section IV	Contrôle de l'AMF	158
Section V	Contrôle des agences de notation	158

PARTIE III RESPONSABILITÉS DES ACTEURS

CHAPITRE 01	Fondements de l'opposabilité du code ou de la charte à l'entreprise	163
Section I	Valeur juridique des codes interprofessionnels	163
Section II	Opposabilité par les cocontractants (relations fournisseurs/clients)	165
Section III	Opposabilité par les salariés	167
Section IV	Opposabilité par les tiers (consommateurs et concurrents)	169
CHAPITRE 02	Responsabilité de la personne morale	177
Section I	En cas de diffusion d'informations erronées sur le degré de conformité de l'entreprise	177
	Fondement	178

	• Faute	178
	• Personnes visées	179
	• Fondement	179
	• Faute	179
	• Personnes visées	179
Section II	En cas de programme défaillant (programme inexistant ou insuffisamment robuste)	180
Section III	En cas de non-respect du code : facteur aggravant de responsabilité ?	183
CHAPITRE 03	Responsabilité des dirigeants	187
Section I	En cas de diffusion d'informations erronées sur le degré de conformité de l'entreprise	187
	• Champ d'application	187
	• Faute	188
	• Personnes pouvant lancer l'action	188
	• Personnes visées	190
Section II	En cas de programme défaillant (programme inexistant ou insuffisamment robuste)	190
	• Fondement	190
	• Faute	191
	• Personnes pouvant lancer l'action	191
Section III	En cas de non-respect du code : facteur aggravant de responsabilité ?	192
CHAPITRE 04	Responsabilité du <i>compliance officer</i>	195
Section I	En cas de diffusion d'informations erronées sur le degré de conformité de l'entreprise	195
Section II	En cas de programme défaillant (programme inexistant ou insuffisamment robuste)	196
Section III	En cas de non-respect du code : facteur aggravant	196

PARTIE IV BONNES PRATIQUES : DU DÉPLOIEMENT AUX INVESTIGATIONS

CHAPITRE 01	Création d'une fonction conformité ou éthique	203
Section I	Indépendance.....	204
Section II	Autorité.....	207
Section III	Moyens	209
Section IV	Quel droit de regard des autorités ?	210
CHAPITRE 02	Déploiement	213
Section I	Étapes juridiques	213
	• Démarche fédératrice.....	213
	• Mise en avant des valeurs de l'entreprise	214
	• Valeurs ou risques ?	214
	• Nécessaire adaptation des thèmes des codes étrangers	214
	• Outil pratique	215
	• Transposition des codes étrangers	215
	• Limites aux atteintes aux libertés individuelles des salariés	216
	• Qualification des codes et chartes en droit du travail ...	218
	• Conseils méthodologiques de déploiement	220
	Consultation du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).....	221
	Consultation du comité d'entreprise (CE)	222
	Contrôle de l'inspection du travail	222
	• Mise en avant des valeurs.....	224
	• Avenant au contrat de travail	225
	• Notion d'alerte professionnelle	226
	• Consultation des instances représentatives du personnel	227
	• Principe d'autorisation de la CNIL	227
	• Autorisation unique.....	229
	• Autorisation normale	231

Section II	Conseils pratiques.....	233
	• Critères de succès	235
	• Contenu de la formation	236
Section III	Auto-évaluation.....	239
CHAPITRE 03	Vie du programme	241
Section I	Déclinaison des principes dans des outils plus détaillés.....	241
Section II	« Ask us/tell us ».....	244
Section III	Audits.....	246
Section IV	Veille juridique et sociologique.....	248
Section V	Mise à jour du programme	249
CHAPITRE 04	Traitement des non-conformités	251
Section I	Enquêtes.....	252
	• Confidentialité interne	255
	• Confidentialité vis-à-vis des autorités de contrôle.....	255
	• Focus sur les saisies de messageries électroniques.....	257
Section II	Conséquences sur le plan social.....	259
Section III	Révélation aux autorités ?.....	261
	• Droit privé	262
	• Droit public.....	264
	• Incitation à révéler	264
	• Absence de dispositif transactionnel généralisé	265
	• Plaidé coupable	266
	• Liberté de se taire ou de révéler.....	267

PARTIE V AVANTAGES POUR L'ENTREPRISE

CHAPITRE 01	Outil efficace de prévention des risques juridiques et réglementaires.....	271
Section I	Par la simplification	271

Section II	Par l'adhésion	272
Section III	Par la responsabilisation	272
Section IV	Par une meilleure préparation à la coopération de plus en plus importante des autorités de contrôle	273
Section V	Par la gestion des incertitudes juridiques	273
CHAPITRE 02	Outil de gestion des défaillances	275
Section I	Par la limitation des impacts négatifs des irrégularités	275
Section II	Par la gestion contrôlée (<i>versus</i> subie) des irrégularités	276
Section III	Par une communication facilitée	277
CHAPITRE 03	Outil de limitation de responsabilité	279
Section I	Absence de principe général, en droit français, de limitation des sanctions liée à un programme de conformité	279
Section II	Prise en compte du programme de conformité en droit de la concurrence	281
Section III	Préparation de la défense	284
	• Principes de responsabilité pénale de la personne morale	284
	• Excuse de conformité ?	285
	• Cohérence de l'organisation en termes de délégations de pouvoirs	285
CHAPITRE 04	Facteur de mobilisation des salariés	287
Section I	Confort	287
Section II	Cohésion	288
Section III	Fierté	288
CHAPITRE 05	Outil de gestion des filiales	289

Section I	Facteur d'harmonisation	289
Section II	Outil de contrôle.....	290
CHAPITRE 06	Outil de communication.....	291
Section I	Transparence vis-à-vis des actionnaires	291
Section II	Amélioration de l'image de l'entreprise	292
Section III	Risque de surcommunication.....	292
CHAPITRE 07	Aspects économiques	295
Section I	Neutralisation des désavantages économiques vis-à-vis des pays dits « émergents ».....	295
Section II	Création d'avantages vis-à-vis des concurrents	296
Section III	Amélioration de la performance sur le long terme?	297
	• Aspects négatifs des programmes trop axés sur les procédures	299
	• Conséquences positives des programmes axés sur le développement d'une culture éthique.....	299
	CONCLUSION	303
	INDEX	307